

Consommation et investissement des ménages

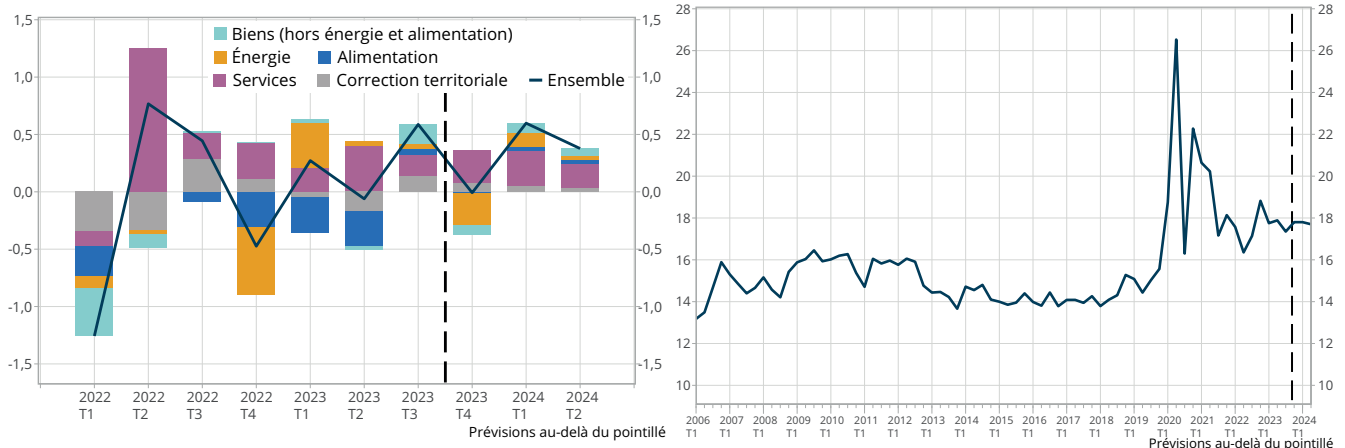
Au troisième trimestre 2023, la consommation des ménages a rebondi (+0,6 %), après une quasi-stabilité au trimestre précédent (► **figure 1**). Pour la première fois depuis début 2021, les achats de biens (y compris énergie et alimentation) ont davantage contribué à la croissance de la consommation que ceux de services. En effet, le rattrapage des achats d'automobiles s'est poursuivi – mais ils restent encore en deçà de leur niveau d'avant la crise sanitaire. Par ailleurs, pour la première fois depuis mi-2021, la consommation de produits alimentaires s'est redressée, en lien avec le net ralentissement de leurs prix sur la période. La consommation de services a quant à elle décéléré, marquant notamment le pas dans les secteurs liés aux loisirs (hébergement-restauration, services aux ménages).

Au quatrième trimestre 2023, dans un contexte où la confiance des ménages dans la situation économique s'améliore quelque peu tout en restant dégradée, la consommation serait stable (0,0 % prévu), freinée notamment par le recul de la consommation d'électricité et de gaz. Si les températures ont été relativement clémentes au mois d'octobre, elles n'expliquent cependant qu'une partie de la baisse prévue de la consommation d'électricité du trimestre (► **figure 2**), qui résulterait aussi de comportements de modération, pouvant en partie être liés au niveau des prix : en septembre, plus de 50 % des ménages déclaraient avoir changé leur comportement en matière de consommation d'énergie pour leur

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)

(en % du revenu disponible brut des ménages)



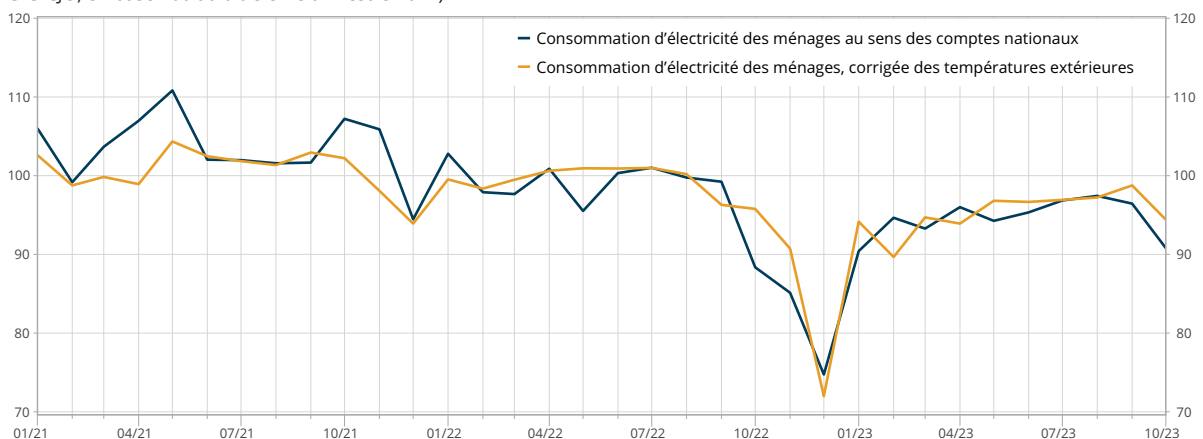
Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie...) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au quatrième trimestre 2023, la consommation des ménages serait stable par rapport au trimestre précédent. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait à 17,8 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

► 2. Consommation mensuelle d'électricité des ménages, avec et sans correction des températures extérieures

(données CVS-CJO, en base 100 au troisième trimestre 2022)



Dernier point : octobre 2023.

Lecture : en octobre 2023, la consommation d'électricité des ménages a été 9 % inférieure à son niveau moyen du troisième trimestre 2022. Corrigée des effets des conditions météorologiques (légèrement plus clémentes que les normales saisonnières), la consommation aurait diminué de 6 % par rapport au troisième trimestre 2022.

Source : Insee.

Conjoncture française

logement sur les douze derniers mois (► **éclairage** de la *Note de conjoncture* d'octobre 2023). Dans l'hypothèse où ces comportements de modération subsisteraient au quatrième trimestre et en tenant compte des variations saisonnières, la consommation d'électricité et de gaz serait en nette baisse (-5,8 %, ► **figure 3**). La consommation alimentaire repartirait légèrement à la baisse : malgré le ralentissement des prix des produits alimentaires, les données de consommation déjà disponibles pour le mois d'octobre signalent un nouveau recul des achats dans ce secteur. Du côté des services, le dynamisme serait notamment soutenu par la consommation dans l'hébergement-restauration, pour lequel les données de transactions par carte bancaire CB suggèrent une évolution positive au cours du mois d'octobre. Dans le contexte d'un pouvoir d'achat relativement dynamique (+0,6 % prévu au quatrième trimestre), la stabilité prévue de la consommation se traduirait par une hausse du taux d'épargne, lequel se maintiendrait alors nettement au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire (► **éclairage** consacré à l'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne).

Au premier semestre 2024, la consommation des ménages serait relativement dynamique (+0,6 % prévu au premier trimestre puis +0,4 % au deuxième trimestre). Au premier trimestre, la consommation d'électricité et de gaz rebondirait par contrecoup après sa nette baisse du trimestre précédent. La consommation alimentaire se redresserait modérément sur l'ensemble du semestre, en lien avec le reflux prévu de l'inflation dans ce secteur. La consommation poursuivrait sa progression dans les services, en ralentissant légèrement au deuxième trimestre 2024. Le taux d'épargne serait stable au premier trimestre 2024 et diminuerait légèrement au deuxième trimestre, dans un contexte où le pouvoir d'achat resterait dynamique au premier trimestre mais ne progresserait que modérément au deuxième.

L'investissement des ménages poursuivrait sa baisse (► **figure 4**), dans un contexte de durcissement de l'accès au crédit. Quand bien même l'investissement pour l'entretien et l'amélioration des logements se redresserait, les surfaces de logements produites, en net recul depuis début 2022, continueraient à diminuer sur l'ensemble de l'horizon de prévision (► **figure 5**). ●

► 3. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2022				2023				2024		2022	2023	2024 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits agricoles	3 %	-2,0	-0,6	0,0	-3,2	-0,3	0,7	0,3	-0,4	0,1	0,0	-6,1	-2,3	0,1
Produits manufacturés	40 %	-1,6	-0,2	-0,2	-0,5	-0,7	-0,9	0,6	-0,2	0,3	0,2	-1,8	-1,7	0,4
Produits agro-alimentaires	15 %	-1,4	0,1	-0,6	-1,4	-2,0	-2,2	0,3	0,0	0,2	0,2	-3,0	-4,8	0,0
Cokéfaction et raffinage	4 %	-2,5	-2,7	1,9	-1,7	1,4	-0,7	-0,6	-0,8	-0,1	0,0	-0,7	-0,6	-1,2
Biens d'équipement	3 %	0,0	-0,2	0,4	-1,5	-0,4	-0,9	3,1	-0,5	1,0	0,3	-3,7	-0,7	2,2
Matériels de transport	6 %	-1,3	-1,0	1,0	2,7	1,8	1,3	2,0	0,4	0,8	0,6	-2,8	6,4	2,9
Autres produits industriels	12 %	-2,1	0,4	-0,9	-0,3	-0,9	-0,5	0,1	-0,5	0,2	0,2	0,2	-1,9	-0,1
Énergie, eau, déchets	5 %	-2,2	-0,9	0,0	-12,5	9,3	1,0	0,8	-5,8	2,7	0,9	-6,5	-1,9	-0,6
Construction	2 %	-0,6	2,4	-2,7	1,0	-0,8	-2,9	-0,7	0,0	-0,1	0,0	2,5	-3,3	-1,2
Commerce (2)	1 %	-1,1	-1,0	-0,4	1,7	-0,3	0,0	-1,7	0,9	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
Services marchands hors commerce	46 %	-0,2	2,6	0,6	0,5	0,5	0,9	0,4	0,6	0,6	0,4	9,7	2,9	1,8
Transport	4 %	-0,4	5,3	1,9	2,3	0,9	2,5	0,6	0,6	0,7	0,5	29,9	7,3	2,5
Hébergement-restauration	8 %	-2,2	11,8	0,6	0,4	-0,2	1,9	-0,1	1,0	1,0	0,3	37,1	4,7	2,4
Information-communication	3 %	0,4	-0,4	1,3	-0,1	1,3	0,2	2,0	0,2	0,5	0,5	3,2	3,0	2,1
Services financiers	5 %	-0,2	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,3	1,4	1,8
Services immobiliers	19 %	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	1,3	1,4	1,3
Services aux entreprises	2 %	1,2	0,2	0,9	0,4	0,6	0,2	0,4	0,7	0,6	0,4	8,6	1,9	1,7
Services aux ménages	4 %	-0,6	2,2	1,4	0,8	1,8	1,0	0,1	1,0	1,0	0,2	19,2	4,7	2,2
Services non marchands	5 %	0,1	0,4	-0,1	0,7	0,1	0,7	0,2	0,1	0,2	0,3	2,8	1,2	0,8
<i>Correction territoriale</i>	-1 %	24,5	18,9	-13,9	-6,2	2,5	9,7	-7,1	-4,1	-2,9	-2,1	149,0	-3,4	-8,7
<i>Importations de services touristiques</i>		-6,4	-0,6	9	2,3	-1,4	-0,3	6,6	4,0	2,5	2,0	20,7	8,8	10,4
<i>Exportations de services touristiques</i>		4,1	7,3	-1,3	-1,0	0,1	3,5	1,1	1,0	0,6	0,6	52,6	3,8	3,2
Total	100 %	-1,3	0,8	0,4	-0,5	0,3	-0,1	0,6	0,0	0,6	0,4	2,1	0,6	1,2

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019.

(2) Ce poste correspond aux achats et réparation d'automobiles et de motocycles. Les dépenses dans le commerce de détail hors automobiles et motocycles sont affectées aux produits correspondants.

Lecture : au quatrième trimestre 2023, la consommation des ménages en énergie, eau, déchets diminuerait de 5,8 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

► 4. Consommation et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et en écart au quatrième trimestre 2019, en %)

	2022				2023				2024		2022*	2023*	2024* acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Consommation : variations trimestrielles	-1,3	0,8	0,4	-0,5	0,3	-0,1	0,6	0,0	0,6	0,4	2,1	0,6	1,2
écart au T4 2019	-0,7	0,1	0,5	0,0	0,3	0,2	0,8	0,8	1,4	1,8	0,1	0,7	1,9
Taux d'épargne : en % du revenu disponible brut	17,6	16,4	17,1	18,8	17,8	17,9	17,4	17,8	17,8	17,7	17,5	17,7	17,8
écart en points au T4 2019	2,0	0,8	1,5	3,2	2,2	2,3	1,8	2,2	2,2	2,1	1,9	2,1	2,2
Investissement : variations trimestrielles	-1,8	1,3	-1,2	-1,3	-1,8	-1,3	-1,1	-1,0	-1,0	-0,8	-1,2	-4,8	-3,2
écart au T4 2019	2,8	4,1	2,8	1,5	-0,4	-1,6	-2,7	-3,7	-4,6	-5,4	3,7	-1,3	-4,4

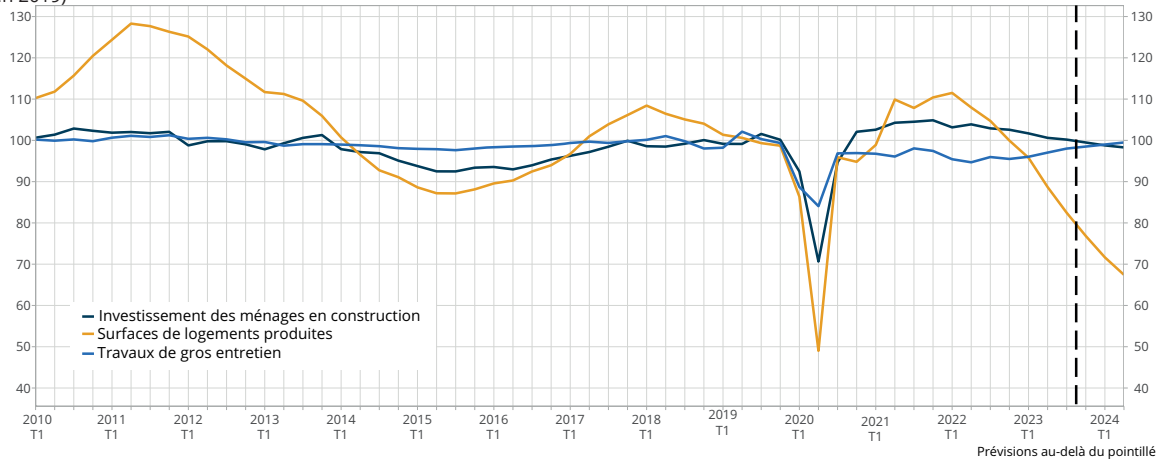
■ Prévisions.

* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Source : Insee.

► 5. Investissement des ménages en construction et ses composantes

(base 100 en 2019)



Note : les deux composantes de l'investissement des ménages en construction sont les surfaces de logements produites et les travaux de gros entretien. Les surfaces de logements produites un trimestre donné se distinguent des surfaces de logements mis en chantier ce trimestre car elles résultent de la prise en compte de la répartition temporelle des investissements réalisés au cours du chantier. En comptabilité nationale, une surface n'est pas entièrement considérée comme produite au moment de la mise en chantier, mais sa valeur est répartie au fil du temps des travaux, estimé statistiquement. Les travaux de gros entretien sont mesurés à partir du chiffre d'affaires du secteur, corrigé de l'évolution de ses prix de production.

Lecture : au quatrième trimestre 2023, l'investissement des ménages en construction – exprimé en base 100 en 2019 – s'élèverait à 99,5.

Source : Insee.